**CONVENTION - CADRE RELATIVE**

**AU PROGRAMME D’ACTIONS DE PRÉVENTION DES INONDATIONS**

**DE** (NOM DU BASSIN CONCERNÉ)

Entre

L’État, représenté par

Et

Cofinanceur n° 1

Et

Cofinanceur n° 2

…

Et

Le porteur du projet (*nom de la structure*)

Ci-après désignés par « **les partenaires du projet**».

**Préambule**

*Rappel du contexte local*

**Article 1 - Périmètre géographique du projet**

Le projet concerne le bassin de X, qui recouvre les départements de X et les régions X [*Si cela est pertinent, la liste des communes concernées peut éventuellement être mentionnée*].

Les communes concernées figurent à l’intérieur du périmètre défini en annexe … de la présente convention.

**Article 2 - Durée de la convention**

La présente convention couvre une période de xx années à compter de la date de signature du dernier signataire du projet.

Il est rappelé que le cahier des charges « PAPI 3 2021» fixe la durée de mise en œuvre d’un programme d’actions de prévention des inondations (PAPI) à six ans. La durée de financement de l’animation du PAPI par l’Etat est de 6 ans à compter de la date du courrier de labellisation du PAPI avec la possibilité d’une année supplémentaire en cas de difficultés dûment justifiées

**Article 3 - Cadre juridique**

Les principaux textes applicables dans le cadre de la présente convention sont rappelés ci-après :

* Directive européenne n°2007/60/CE du 23 octobre 2007 relative à l’évaluation et la gestion des risques d’inondation ;
* Stratégie nationale de gestion des risques d’inondation arrêtée le 7 octobre 2014 ;
* Plan de gestion des risques d’inondation *(à nommer) ;*
* Stratégies locales de gestion des risques d’inondation *(à nommer le cas échéant).*
* Code de l’environnement, notamment les articles L. 561-1 et suivants ;
* Décret n° 2018-514 du 25 juin 2019 relatif aux subventions de l’État pour des projets d'investissement.
* Schéma directeur d’aménagement et de gestion des eaux (*à nommer*) ;
* Schéma d’aménagement et de gestion de l’eau *(à nommer le cas échéant).*
* Cahier des charges « PAPI 3 2021» ;

*À compléter le cas échéant selon le contexte local.*

**Article 4 - Objectifs du PAPI**

En s’engageant à soutenir ce programme d’actions de prévention des inondations, les acteurs cosignataires affirment leur volonté de réduire de façon durable les dommages aux personnes et aux biens consécutifs aux inondations en mettant en œuvre une approche intégrée de prévention des inondations selon le programme d’actions décrit ci-après.

Par la mise en œuvre des actions de ce programme d’actions, les partenaires du projet s’engagent, dans le respect de leurs prérogatives respectives, à traiter de manière globale et intégrée les problématiques de gestion des risques d’inondation, de préservation de l’environnement et d’aménagement du territoire, à informer le public pour développer la conscience du risque, et à réduire la vulnérabilité des personnes, des biens et des territoires aux phénomènes naturels prévisibles d’inondations.

**Article 5 - Contenu du programme d’action et maîtrise d’ouvrage**

Parmi les sept axes d’action définis par le cahier des charges « PAPI 3 2021», le programme d’actions objet de la présente convention mobilise les X axes d’intervention suivants : (*les lister*).

Le programme d’action est défini dans les fiches jointes en annexe X de la présente convention. Ces fiches précisent notamment la maîtrise d’ouvrage, le plan de financement ainsi que le calendrier prévisionnel de réalisation de chaque action. Les lettres d’intention des maîtres d’ouvrage de chaque action sont annexées à la présente convention.

**Article 6 - Montant et échéancier prévisionnel du projet de prévention des inondations**

Sur la durée de la présente convention, le coût total du programme est évalué à (*montant global du programme*).

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Financeurs | Montant du financement H.T | Montant du financement T.T.C |
| Etat |  |  |
| Co-financeur n°1 |  |  |
| Co-financeur n°2 |  |  |
| Co-financeur n°3 |  |  |
| Ensemble des co-financements |  |  |

Ce coût total se répartit entre les différents axes du programme de la manière suivante :

(*détailler le montant par axe*)

L’échéancier prévisionnel de l’engagement des dépenses est le suivant :

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Engagement prévisionnel des dépenses par année (en montant global)** |
| **Financeurs** | **20..** | **20..** | **20..** | **20..** | **20..** |
|  |  |  |  |  |  |
| État |  |  |  |  |  |
| Co-financeur n°1 |  |  |  |  |  |
| Co-financeur n°2 |  |  |  |  |  |
| ... |  |  |  |  |  |
| Total |  |  |  |  |  |

Pour les crédits de l’Etat, l’échéancier prévisionnel au regard des autorisations d’engagement (demandes de subvention) et des crédits de paiement (paiement des subventions)

|  |  |
| --- | --- |
|  | Engagement prévisionnel des crédits de l’Etat |
|  | 20.. | 20.. | 20.. | 20.. | 20.. |
|  | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Etat |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Le tableau financier (*cf. modèle d’annexe financière*) en annexe X de la présente convention détaille la contribution financière de chaque partenaire du projet ainsi que des tiers, pour les actions prévues dans le cadre du programme d’actions.

**Article 7 - Propriété intellectuelle**

Le porteur de projet s’assure que les données et documents (études, cartes, modélisations, etc.) produits dans le cadre des actions menées au sein du programme d’actions sont mis à la disposition de l’ensemble des signataires de la convention. Le cas échéant, une convention spécifique précisant les conditions d’utilisation de ces données pourra être rédigée.

La diffusion et le partage des données, disponibles au format COVADIS, devront être conformes aux normes prévues par la directive européenne INSPIRE n°2007/2/CE du 14 mars 2007.

**Article 8 - Décision de mise en place de financement et conditions de paiement**

Les décisions de mise en place de financement des actions prévues par la présente convention sont prises par les Parties à la présente convention dans le cadre de leurs règles habituelles et dans la limite des dotations budgétaires annuelles.

Le paiement des subventions au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) pour les actions relatives aux aménagements hydrauliques et aux systèmes d’endiguement (*les nommer*) est notamment conditionné à la délivrance de l’autorisation « loi sur l’eau » au titre de la rubrique 3.2.6.0 (« Ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions ») du tableau annexé à l’article R. 214-1 du code de l’environnement.

Par ailleurs, le versement du solde de la subvention au titre du FPRNM de toute opération de travaux hydrauliques (travaux relevant des axes 6 « Gestion des écoulements » et 7 « Gestion des ouvrages hydrauliques » du cahier des charges PAPI) est conditionné au respect des obligations suivantes, à vérifier pour toute commune bénéficiant des travaux et couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) approuvé ou un document en tenant lieu :

a) Plan communal de sauvegarde (PCS) arrêté par le maire conformément à l’article L. 731-3 du code de la sécurité intérieure, et révisé depuis moins de cinq ans notamment pour tenir compte des travaux objets de la subvention ;

b) Document d’information communal sur les risques majeurs (DICRIM) à jour arrêté par le maire (document qui doit être inclus dans le PCS) conformément à l’article R. 125-11 du code de l’environnement, consultable en mairie ou sur internet ;

c) Communication réalisée concernant les risques majeurs, telle que prévue au deuxième alinéa de l’article L. 125-2 du code de l’environnement ;

d) Affichage réalisé des consignes de sécurité, prévu par l’article R. 125-12 du code de l’environnement (ces consignes de sécurité devant être incluses dans le document d’information communal sur les risques majeurs) ;

e) Repères de crue posés et entretenus conformément aux articles L. 563-3 et R. 563-12 du code de l’environnement (dont l’inventaire est inclus dans le document d’information communal sur les risques majeurs).

Les décisions attributives de subvention au titre du FPRNM intégreront ces conditions.

Les communes concernées par ces obligations sont listées à l’annexe X

**Article 9 - Coordination, programmation, et évaluation**

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme d’actions de prévention des inondations, les partenaires du projet coordonnent leur action au sein d’un comité de pilotage qui se réunit (*rythme à définir : au minimum une fois par an*).

Ce comité de pilotage est constitué conformément au cahier des charges « PAPI 3 2021». La composition du comité de pilotage est précisée à l’annexe X de la présente convention.

Il est présidé par le représentant du porteur de projet. Son secrétariat est assuré par X

Le comité de pilotage s’assure de l’avancement des différentes composantes du programme d’actions et veille au maintien de la cohérence du programme dans les différentes étapes annuelles de sa mise en œuvre. En particulier, il assure le suivi des indicateurs destinés à apprécier l’efficacité des actions menées. Il participe à la préparation de la programmation des différentes actions et est tenu informé des décisions de financement prises et des moyens mobilisés pour la mise en œuvre des actions. Il peut décider le cas échéant de procéder à l’adaptation ou à la révision du programme d’actions du PAPI.

La préparation du travail du comité de pilotage est assurée par un comité technique.

**Article 10 - Animation et mise en œuvre de la présente convention**

L’animation de la présente convention, ainsi que la préparation du travail du comité de pilotage, sont assurées par un comité technique composé de représentants des financeurs, des maîtres d’ouvrages et des Parties. Ce comité technique est présidé par un représentant du porteur de projet.

Le comité technique se réunit autant que de besoin et de façon systématique avant les réunions du comité de pilotage. Il informe le comité de pilotage de l’avancement de la réalisation du programme d’actions, de l’évolution des indicateurs et de toute difficulté éventuelle dans la mise en œuvre des actions.

Le comité technique peut se faire communiquer tous documents, études ou informations relatifs à la mise en œuvre du Programme, détenus par les maîtres d’ouvrages.

La composition prévisionnelle du comité technique est précisée à l’annexe… de la présente convention.

Son secrétariat est assuré par X

**Article 11 – Renseignement de bases de données**

Lorsqu’une base de données nationale existe, les données collectées dans le cadre de la démarche PAPI y seront bancarisées :

- les données collectées dans l’étude historique menée lors du diagnostic doivent être saisies dans la Base de Données Historiques sur les Inondations (BDHI) (https://bdhi.developpement-durable.gouv.fr) pour être capitalisées. Une « note méthodologique à destination des services État et collectivités » est disponible sur le site de la BDHI dans le menu Aide/documentation.

- les données relatives aux laisses de mer et aux repères de crues doivent être versées par les collectivités dans la base nationale des repères de crues : http://www.reperesdecrues.developpement-durable.gouv.fr

- les données hydrométriques seront versées sur la plateforme hydro centrale (PHyC), accessible par le portail Hydroportail qui remplace la BanqueHydro. Les données doivent être versées au format xml Sandre Hydrométrie.

**Article 12 – Suivi du programme au moyen de l’outil SAFPA**

Le porteur de projet et les services de l’État renseignent l’outil SAFPA (Suivi Administratif et Financier des PAPI, disponible sous : [https://www.safpa.fr](https://safpa.fr/)) au fur et à mesure de l’avancement et, le cas échéant, des évolutions du programme.

Notamment, chaque début d’année (N), une situation-projet au 31/12/N-1 est renseignée avant l’échéance fixée par la Direction générale de la prévention des risques (DGPR). Pour ce faire, le porteur de projet intègre dans SAFPA toutes les informations nécessaires concernant l’avancement physique de chaque action du programme, ainsi que les prévisions de besoins de crédits du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM), en lien avec les services de l’État.

**Article 13 - Révision de la convention**

Les modifications ne remettant pas en cause l’économie générale du projet font l’objet d’un avenant simple, c’est à dire sans nouvelle labellisation. Ces modifications concernent notamment la prolongation de la convention PAPI, la modification du porteur de projet ou de maîtres d’ouvrage d’actions, la modification de plans de financement (sans évolution du coût des actions), le retrait d’actions à la convention PAPI sans remise en cause de l’économie générale du projet, les modifications du contenu ou du coût des actions PAPI (hors axes 6 et 7 soumis à AMC/ACB), la modification de la nature ou du coût des travaux modifiant de manière non significative les résultats d’AMC/ACB (axes 6 et 7) et inférieur à 3 millions d’euros ou l’ajout d’actions à la convention PAPI sans remise en cause de l’économie générale du projet.

Les modifications remettant en cause la stratégie initiale ou une modification significative de l’enveloppe financière, prévoyant l’abandon ou au contraire l’ajout d’actions importantes font l’objet d’un avenant soumis à un nouvel avis de labellisation puis à un nouveau courrier de labellisation.

Pendant la durée de la convention, chaque partenaire du projet peut proposer un avenant.

Le comité technique évalue l’opportunité de l’avenant proposé et transmet cette évaluation au comité de pilotage, qui décide des suites à donner à la proposition d’avenant.

Seuls les co-financeurs concernés par les modifications signent l’avenant à la convention du PAPI. Les autres co-financeurs sont informés par courrier du porteur de projet.

**Article 14 - Résiliation de la convention**

La présente convention peut être résiliée par suite de désaccord entre les partenaires du projet. Dans ce cas, la demande de résiliation est accompagnée d’un exposé des motifs présenté en comité de pilotage. Elle fera l’objet d’une saisine des assemblées délibérantes de chacun des partenaires et d’une information au comité de labellisation compétent.

La décision de résiliation a la forme d’un avenant à la convention qui précise, le cas échéant, les conditions d’achèvement des opérations en cours d’exécution.

**Article 15 – Litiges**

En cas de litige sur les dispositions contractuelles et les engagements financiers, le tribunal compétent est le tribunal administratif de X

**Article 16 - Liste des annexes à la Convention**

**Annexe financière**

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Axe 0 : Animation** |
| **Référence de la Fiche-action du PAPI** | **Libellé de l’action** | **Nom du maître d’ouvrage** | **Coût****(HT)** | **Coût global** | **HT ou TTC** | **Maître d’ouvrage** | **% Part.** | **P181- action 10** | **% Part.** | **P181 – action 14 - FPRNM** | **% Part.** | **Co-financeur 3** | **% Part.** | **...** | **% Part.** | **Échéance de réalisation** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | **TOTAL** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Axe 1 : Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque** |
| **Référence de la Fiche-action du PAPI** | **Libellé de l’action** | **Nom du maître d’ouvrage** | **Coût****(HT)** | **Coût global** | **HT ou TTC** | **Maître d’ouvrage** | **% Part.** | **P181- action 10** | **% Part.** | **P181 – action 14 - FPRNM** | **% Part.** | **Co-financeur 3** | **% Part.** | **...** | **% Part.** | **Échéance de réalisation** |
| I-1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| ... |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | **TOTAL** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Axe 2 : Surveillance, prévision des crues et des inondations** |
| **Référence de la Fiche-action du PAPI** | **Libellé de l’action** | **Nom du maître d’ouvrage** | **Coût****(HT)** | **Coût global** | **HT ou TTC** | **Maître d’ouvrage** | **% Part.** | **P181- action 10** | **% Part.** | **P181 – action 14 - FPRNM** | **% Part.** | **Co-financeur 3** | **% Part.** | **...** | **% Part.** | **Échéance de réalisation** |
| II-1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| ... |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | **TOTAL** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Axe 3 : Alerte et gestion de crise** |
| **Référence de la Fiche-action du PAPI** | **Libellé de l’action** | **Nom du maître d’ouvrage** | **Coût****(HT)** | **Coût global** | **HT ou TTC** | **Maître d’ouvrage** | **% Part.** | **P181- action 10** | **% Part.** | **P181 – action 14 - FPRNM** | **% Part.** | **Co-financeur 3** | **% Part.** | **...** | **% Part.** | **Échéance de réalisation** |
| III-1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| ... |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | **TOTAL** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Axe 4 : Prise en compte du risque inondation dans l’urbanisme** |
| **Référence de la Fiche-action du PAPI** | **Libellé de l’action** | **Nom du maître d’ouvrage** | **Coût****(HT)** | **Coût global** | **HT ou TTC** | **Maître d’ouvrage** | **% Part.** | **P181- action 10** | **% Part.** | **P181 – action 14 - FPRNM** | **% Part.** | **Co-financeur 3** | **% Part.** | **...** | **% Part.** | **Échéance de réalisation** |
| IV-1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| ... |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | **TOTAL** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Axe 5 : Actions de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens** |
| **Référence de la Fiche-action du PAPI** | **Libellé de l’action** | **Nom du maître d’ouvrage** | **Coût****(HT)** | **Coût global** | **HT ou TTC** | **Maître d’ouvrage** | **% Part.** | **P181- action 10** | **% Part.** | **P181 – action 14 - FPRNM** | **% Part.** | **Co-financeur 3** | **% Part.** | **...** | **% Part.** | **Échéance de réalisation** |
| V-1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| ... |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | **TOTAL** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Axe 6 : Gestion des écoulements** |
| **Référence de la Fiche-action du PAPI** | **Libellé de l’action** | **Nom du maître d’ouvrage** | **Coût****(HT)** | **Coût global** | **HT ou TTC** | **Maître d’ouvrage** | **% Part.** | **P181- action 10** | **% Part.** | **P181 – action 14 - FPRNM** | **% Part.** | **Co-financeur 3** | **% Part.** | **...** | **% Part.** | **Échéance de réalisation** |
| VI-1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| ... |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | **TOTAL** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Axe 7 : Gestion des ouvrages de protection hydrauliques** |
| **Référence de la Fiche-action du PAPI** | **Libellé de l’action** | **Nom du maître d’ouvrage** | **Coût****(HT)** | **Coût global** | **HT ou TTC** | **Maître d’ouvrage** | **% Part.** | **P181- action 10** | **% Part.** | **P181 – action 14 - FPRNM** | **% Part.** | **Co-financeur 3** | **% Part.** | **...** | **% Part.** | **Échéance de réalisation** |
| VII-1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| ... |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | **TOTAL** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

|  |
| --- |
| **SYNTHESE** |
| **AXE** | **COÛT****(HT)** | **COÛT****global** | **Maître d’ouvrage** | **% Part.** | **P181- action 10** | **% Part.** | **P181 – action 14 - FPRNM** | **% Part.** | **Cofinanceur 3** | **% Part.** | **...** | **% Part.** |
| **Animation** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Axe 1** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Axe 2** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Axe 3** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Axe 4** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Axe 5** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Axe 6** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Axe 7** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **TOTAL** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |